



Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 139 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour 2025

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session

Vingt-huitième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2025

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session ([A/79/554](#)). À cette occasion, il a obtenu des renseignements supplémentaires et des éclaircissements, avant de recevoir des réponses écrites le 22 novembre 2024.

2. Dans son rapport, le Secrétaire général demande à l'Assemblée générale d'approuver des crédits supplémentaires, pour 2025, pour couvrir les dépenses découlant des résolutions qu'elle a adoptées à sa soixante-dix-huitième session, tenue du 5 septembre 2023 au 10 septembre 2024, pour lesquelles aucune ressource n'a été prévue dans le projet de budget-programme pour 2025. Les incidences budgétaires, hors contributions du personnel, pour 2025 concernant les cinq résolutions et les deux décisions de l'Assemblée s'élèvent à 4 454 700 dollars, répartis comme suit : résolution [78/282](#) : 389 400 dollars ; résolution [78/317](#) : 934 100 dollars ; résolution [78/318](#) : 884 000 dollars ; résolution [78/322](#) : 209 400 dollars ; résolution [78/330](#) : 60 000 dollars ; décision 78/558 : 43 200 dollars ; décision 78/560 : 1 934 600 dollars.

II. Considérations générales

3. S'étant renseigné, le Comité consultatif a reçu des informations concernant l'examen qui était mené pour trouver dans le projet de budget-programme pour 2025 des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées durant l'exercice ainsi que les mesures prises pour que les bureaux et départements financent les coûts supplémentaires découlant des résolutions et décisions de l'Assemblée



générale dans les limites des crédits déjà demandés. Il a également reçu des informations concernant les dépenses engagées en 2024 par rapport au budget approuvé et aux allocations au titre des postes et des autres objets de dépense pour les bureaux et départements suivants : le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le Département de la communication globale, le Département de l'appui opérationnel et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. Il a été informé qu'en raison des problèmes des liquidités, les entités ne se voyaient allouer qu'une partie des crédits qui avaient été ouverts et devaient gérer les ressources en conséquence.

4. Le Comité consultatif rappelle qu'il a été informé dans le cadre du projet de budget-programme pour 2024 que le Secrétariat ne disposait pas d'un mécanisme permettant de suivre séparément les dépenses financées au titre des rapports sur les prévisions révisées et les dépenses financées au titre du projet de budget-programme. Selon lui, il fallait rendre compte de tous les fonds versés par les États Membres de manière détaillée et transparente (A/78/7, par. VI.4), principe qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 78/252. Le Comité rappelle qu'il a de nouveau été informé, dans le cadre du projet de budget-programme pour 2025, que le Secrétariat ne disposait pas d'un mécanisme permettant d'assurer un suivi complet des ressources humaines et des dépenses liées aux différents mandats (A/79/7, par. VI.11).

5. **Le Comité consultatif se dit de nouveau préoccupé par le fait que le Secrétariat n'a pas mis en place un système permettant de suivre les dépenses liées aux rapports sur les prévisions révisées et celles afférentes au projet de budget-programme, sans lequel l'utilisation des ressources et les gains d'efficacité ne peuvent pas être contrôlés (voir également A/79/7, par. VI.11). Le Comité souligne l'importance que revêtent la transparence et l'application du principe de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation des ressources des États Membres et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de mettre en place un système de suivi des dépenses par mandat et de faire figurer des informations sur l'emploi qui a été fait des ressources dans le prochain rapport sur l'exécution du budget. Il examinera plus avant la question du suivi de l'exécution dans le projet de budget-programme pour 2026.**

6. **Le Comité consultatif souligne que des informations devraient être fournies systématiquement sur les capacités et la charge de travail des départements et les fonctions s'attachant aux postes et emplois dont ils sont dotés pour l'exécution des mandats en cours, compte tenu des incidences relatives aux mandats nouveaux et modifiés découlant des résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Le Comité réaffirme que, conformément à la résolution 78/252 de l'Assemblée, le montant des ressources et les effectifs dont le Secrétariat a besoin doivent toujours être déterminés dans le souci d'assurer l'exhaustivité, l'efficacité et l'efficience de l'exécution des mandats, en repérant les gains d'efficacité et en évitant les chevauchements d'activités, notamment par l'amélioration de la coordination et de la coopération entre les départements et entités (A/79/7, par. 16 ; voir également A/78/7, par. 18 et 19).**

7. En ce qui concerne les besoins en matière de documentation et de traduction, le Comité consultatif rappelle qu'il a reçu des informations concernant le fait que la traduction assistée par ordinateur et la traduction automatique accélèrent le traitement des documents et aident le Département à faire face à la charge de travail et à tenir les délais (A/78/7, par. I.113). Le Comité a également été informé que les systèmes de traduction automatique avaient contribué à améliorer la traduction et d'autres services de documentation, comme l'avait montré le rapport d'évaluation

indépendante de l'outil eLUNa publié récemment, dans lequel il a été indiqué que la marge de progression restait élevée, que de bien meilleurs résultats pourraient être obtenus et que les services de traduction pourraient être encore plus efficaces, par exemple en exploitant mieux le fait qu'eLUNa pouvait recycler les parties reprises d'un document à un autre grâce à la mise en pratique progressive, entre 2023 et 2026, d'une méthode de calcul de la reprise et à l'application d'un niveau plus élevé d'abattement lié à la reprise pour les documents cycliques fortement repris d'un document à un autre (A/79/7, par. I.66). **Le Comité consultatif rappelle les informations qui lui ont été communiquées par le Secrétariat au sujet du projet de budget-programme pour 2024 (A/78/7, par. I.98 à I.100), en particulier en ce qui concernait la nouvelle méthode de calcul de la reprise (texte recyclé), qui devrait être mise en pratique progressivement sur une période de trois ans se terminant à la mi-2026, et qui devrait permettre de faire des économies au fil du temps (A/79/7, par. I.67).**

8. Le Comité consultatif rappelle également que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences dispose en permanence de capacités de traitement de la documentation à l'échelle mondiale, mais a été informé qu'elles étaient nettement insuffisantes pour faire face à la charge de travail annuelle et qu'il ne pouvait être envisagé d'y recourir pour l'exécution de nouveaux mandats, au vu de l'imprévisibilité du volume de travail en découlant, de la portée de ces mandats et du calendrier à respecter (A/77/7/Add.28, par. 5). **Le Comité consultatif rappelle qu'il compte que le Secrétariat s'efforcera d'utiliser au mieux l'ensemble de ses capacités de traitement de la documentation à l'échelle mondiale afin que celles-ci puissent prendre en charge une plus grande part du volume de travail, chaque fois que possible (A/78/7/Add.27, par. 7).**

III. Ressources nécessaires

Résolution 78/282 de l'Assemblée générale : Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide commis à Srebrenica en 1995

9. Dans sa résolution 78/282, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mettre en place un programme d'activités de sensibilisation intitulé « Le génocide de Srebrenica et l'Organisation des Nations Unies », en commençant par les préparatifs du trentième anniversaire en 2025, et l'a prié également de porter la résolution à l'attention de tous les États Membres, des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile afin que la Journée internationale soit célébrée comme il convenait [A/79/554, par 2 a)].

10. Les ressources nécessaires à l'exécution, en 2025, des activités prévues dans la résolution n'ayant pas été demandées dans le projet de budget-programme pour 2025, il faudra prévoir dans le budget-programme de 2025 des ressources supplémentaires estimées à 389 400 dollars, dont 135 600 dollars au chapitre 3 [Affaires politiques (Missions politiques spéciales, Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général)] et 253 800 dollars au chapitre 28 (Communication globale) du budget-programme de 2025. Un montant supplémentaire de 24 600 dollars serait à prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) pour 2025. Les ressources nécessaires à partir de 2026 seraient inscrites dans les projets de budget-programme correspondants, aux chapitres 3 [Affaires politiques (Missions politiques spéciales, Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général)] et 28 (Communication globale) (ibid., par. 6 et 14 à 16, et tableau 1).

11. Le Secrétaire général indique dans son rapport que les activités nouvelles ou élargies qui doivent être menées pour donner suite aux demandes de l'Assemblée

générale comprennent : la célébration annuelle de la Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide commis à Srebrenica en 1995, au Siège de l'Organisation des Nations Unies et sur le terrain, aux niveaux national et régional, par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de commémoration, y compris des activités d'éducation et de sensibilisation qui se tiendraient tout au long de l'année au Siège de l'ONU et sur le terrain, des produits de communication, des activités d'éducation et de sensibilisation avec les victimes et les personnes survivantes, et des contenus ciblés et des échanges avec les principales parties prenantes visant à répondre aux préoccupations contextuelles et temporelles liées à la prévention (ibid., par. 5).

Postes

12. Il est proposé de créer deux postes de spécialiste de la gestion de programme, à savoir un poste P-3 au Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide et un poste P-4 au Département de la communication globale. On trouvera des informations sur les fonctions s'attachant aux postes aux paragraphes 7 et 8 du rapport du Secrétaire général. S'étant renseigné, le Comité consultatif a reçu des informations concernant le programme de sensibilisation qui était envisagé, notamment sur les mécanismes de planification, de coordination et d'exécution, les activités et les produits, et a été informé que le projet prévoyait un cadre de coopération qui permettrait de tirer parti des moyens du Bureau et de ceux du Département.

13. À sa demande de précisions, il a été répondu au Comité que le (la) titulaire du poste de spécialiste de la gestion de programme (P-3) fournirait un appui technique à l'établissement des supports de communication, notamment pour ce qui était de l'action passée et présente de l'ONU dans le pays et la région, des préoccupations tenant à la négation du génocide et à la glorification des crimes de guerre, et des propos clivants sur les événements du passé. Le Comité a également été informé que le Bureau était doté de moyens qui lui servaient à s'acquitter de son mandat général et qu'il ne pouvait pas durablement en consacrer certains exclusivement à une région ou à un pays donné. **Le Comité consultatif est d'avis que les activités s'attachant au poste qui est demandé sont temporaires par nature et qu'elles se dérouleraient principalement pendant la période initiale du projet et consisteraient à établir le programme de sensibilisation et les liens nécessaires avec les différentes parties prenantes. À cet égard, il rappelle le rôle du Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, qui consiste à tirer parti des liens de coopération existant avec d'autres bureaux, départements et entités. Le Comité recommande donc que le poste de spécialiste de la gestion de programme (P-3) soit créé sous forme de poste temporaire.**

14. En ce qui concerne le poste P-4 de spécialiste de la gestion de programme, le Comité consultatif a été informé que son (sa) titulaire assurerait la coordination générale relative au contenu technique des divers documents liés au programme de sensibilisation et relèverait de la Division de la sensibilisation du public, plus précisément de la Section de l'action éducative, qui est déjà dotée de deux postes P-4, d'un emploi de classe P-3 réservé à du personnel temporaire (autre que pour les réunions), d'un poste P-2 et de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes) inscrits au budget ordinaire. **Compte tenu des effectifs dont la Section de l'action éducative (Département de la communication globale) est déjà dotée et du nombre notable de postes que compte le Département, le Comité consultatif recommande que le poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) qui est demandé ne soit pas créé. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devront être ajustés en conséquence.**

Autres objets de dépense

15. Il est rendu compte des ressources nécessaires au titre des autres objets de dépense pour 2025, 2026 et les années suivantes dans le tableau 1 et aux paragraphes 9 à 13 du rapport du Secrétaire général. Les ressources demandées pour 2025 sont notamment les suivantes :

a) voyages du personnel : un montant de 25 000 dollars est demandé pour le Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide afin de financer des dépenses renouvelables au titre des voyages du personnel qui participerait à des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation axées sur la prévention en Bosnie-Herzégovine. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que quatre voyages étaient prévus pour un membre du personnel de New York à Sarajevo ;

b) services contractuels : un montant de 76 900 dollars est demandé pour le Département de la communication globale afin de financer la mise au point d'un site Web consacré à la Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide commis à Srebrenica en 1995 et du programme de sensibilisation (30 000 dollars, dont un montant de 25 000 dollars destiné à financer des dépenses non renouvelables), l'élaboration de contenus d'éducation et de sensibilisation et leur traduction dans les six langues officielles de l'ONU et dans d'autres langues concernées (20 000 dollars destinés à financer des dépenses renouvelables), des activités et des manifestations d'éducation et de sensibilisation, notamment des expositions, des débats, des projections de films (25 000 dollars destinés à financer des dépenses renouvelables) et les services de base afférents au matériel informatique, compte tenu du poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) dont la création est proposée (1 900 dollars destinés à financer des dépenses renouvelables) ;

c) fournitures et matériel : un montant de 30 200 dollars est demandé pour le Département de la communication globale afin de financer la création de supports numériques et de produits d'identité visuelle ainsi que les activités d'information à mener dans le réseau de centres d'information des Nations Unies (30 000 dollars destinés à financer des dépenses renouvelables), et l'achat d'articles de papeterie et de fournitures de bureau compte tenu de la création du poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) qui est proposée (200 dollars destinés à financer des dépenses renouvelables). Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé qu'environ 30 centres d'information des Nations Unies avaient besoin de 1 000 dollars chacun sous forme de fonds d'amorçage pour soutenir les activités relatives à la Journée internationale et au programme de sensibilisation, et que les centres cherchaient à s'assurer le concours de partenaires extérieurs bien établis, des équipes de pays des Nations Unies, des bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, des bureaux locaux des entités des Nations Unies, des autorités locales et des milieux diplomatiques, des établissements scolaires, des organisations et des réseaux locaux, des musées et des organisations de la société civile ;

d) subventions et contributions : un montant de 20 000 dollars est demandé pour le Département de la communication globale afin de financer les voyages des orateurs et intervenants qui participeraient à la manifestation commémorative annuelle au Siège de l'ONU.

16. Le Comité consultatif engage le Bureau de la Conseillère spéciale pour la prévention du génocide et le Département de la communication globale à rechercher, dans la mesure du possible, des gains d'efficience en ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes et recommande : a) une réduction de 15 % (3 800 dollars) des ressources demandées au titre des voyages du personnel ; b) une réduction de 30 % (9 100 dollars) des ressources demandées au titre des fournitures et accessoires.

Résolution 78/317 de l'Assemblée générale : Le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente

17. Dans sa résolution 78/317, l'Assemblée générale a fait sien le document final de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, intitulé « Le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente ». Dans le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement, le Secrétaire général a été prié de présenter, dans le rapport annuel sur la mise en œuvre du Programme qu'il devait soumettre à la quatre-vingtième session de l'Assemblée, des propositions visant à garantir une approche coordonnée, cohérente et efficace du renforcement des capacités des petits États insulaires en développement à l'échelle du système des Nations Unies et à améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Programme, et de présenter des recommandations visant à renforcer le Cadre de partenariats pour les petits États insulaires en développement ainsi que le Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement et son forum. Il a également été prié de convoquer un groupe de réflexion interinstitutions chargé d'élaborer un cadre de suivi et d'évaluation, assorti d'objectifs et d'indicateurs clairs, dont les travaux devraient s'achever au plus tard au deuxième trimestre de 2025, et d'élaborer un rapport annuel sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme. En outre, il a été demandé à l'Assemblée de procéder à un examen complet à mi-parcours du Programme, sur la base des réunions préparatoires régionales, afin de mettre en évidence les solutions permettant de combler les lacunes et de relever les défis liés à la mise en œuvre du Programme et de définir les priorités pour les cinq dernières années de sa mise en œuvre [ibid., par. 2 b)].

18. Les ressources nécessaires à l'exécution, en 2025, des activités prévues dans la résolution n'ayant pas été demandées dans le projet de budget-programme pour 2025, il faudra prévoir dans le budget-programme de 2025 des ressources supplémentaires estimées à 934 100 dollars, dont 24 500 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 683 800 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) et 225 800 dollars au chapitre 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement). Un montant de 64 600 dollars est également à prévoir en 2025 au chapitre 36 (Contributions du personnel) et les ressources nécessaires à partir de 2026 seraient inscrites dans les projets de budget-programme correspondants au titre des chapitres 2 et 9 (ibid., par. 30 à 32).

19. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les activités nouvelles ou élargies qui doivent être menées pour donner suite aux demandes de l'Assemblée générale sont les suivantes :

a) parmi les nouvelles activités à mener par le Département des affaires économiques et sociales dans le cadre de la mise en œuvre du Programme figurent l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation, la production d'une publication sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme et la formulation de propositions visant à assurer une approche coordonnée, cohérente et efficace du renforcement des capacités des petits États insulaires en développement dans le système des Nations Unies ;

b) le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement appuieraient ensemble la formulation de recommandations visant à renforcer le Cadre de partenariats pour les petits États insulaires en développement ainsi que les travaux d'un groupe de

réflexion interinstitutions chargé d'élaborer un cadre de suivi et d'évaluation, et le Bureau de la Haute-Représentante serait la principale entité responsable du Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement et de son forum ;

c) en ce qui concerne le rapport annuel qui est demandé, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences devrait traiter chaque année à partir de 2025 et jusqu'en 2034, dans les six langues officielles de l'Organisation, un document de 8 500 mots, qui viendrait s'ajouter à sa charge de travail (ibid., par. 20 à 23).

Postes

20. Il est proposé de créer un poste temporaire de classe P-3 au Département des affaires économiques et sociales pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2034 qui serait réservé à un(e) statisticien(ne), afin de faciliter l'établissement du nouveau rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme, sur la base des données du cadre de suivi et d'évaluation (ibid., par. 26). S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le poste était demandé au titre du sous-programme 4 (Statistiques) : son (sa) titulaire faciliterait la coordination de l'établissement et de la mise en œuvre du cadre d'indicateurs relatif au Programme, la compilation des données, l'établissement du rapport annuel relatif au Programme et assurerait la coordination avec les statisticiens et les responsables des données des commissions économiques régionales et des équipes de pays des Nations Unies couvrant les petits États insulaires en développement. Il a également été informé qu'au 31 octobre 2024, le Département était doté des postes de statisticien(ne) suivants : 11 P-5, 16 P-4, 15 P-3, 14 P-2 et 2 emplois de temporaire de classe P-5 dont les titulaires étaient chargés d'appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de 2017 à 2030.

21. Le Comité consultatif a également été informé que le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement bénéficiait du concours du Groupe des petits États insulaires en développement du Département des affaires économiques et sociales, qui compte 1 poste P-5, 1 poste P-4 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes), et du Groupe des petits États insulaires en développement du Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui compte 1 poste P-5, 2 postes P-4, 1 poste P-3 et 1 poste P-2, ainsi que de l'aide des statisticiens des commissions économiques régionales et des spécialistes des données travaillant dans les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Le Comité prend note de l'existence d'un mécanisme interinstitutions qui appuie les petits États insulaires en développement, du Groupe consultatif interorganisations sur les petits États insulaires en développement, du fait que les titulaires de certains postes apportent leur concours aux travaux du Groupe et du mandat conjoint du Département et du Bureau en ce qui concerne l'appui aux petits États insulaires en développement. **Compte tenu des effectifs existant au Secrétariat et plus largement dans le système pour le développement qui soutiennent les activités relatives au Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement, le Comité consultatif recommande que le poste temporaire de classe P-3 réservé à un(e) statisticien(ne) ne soit pas créé. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devront être ajustés en conséquence.**

Autres objets de dépense

22. Il est rendu compte des ressources nécessaires au titre des autres objets de dépense pour 2025 et pour les années suivantes jusqu'en 2034 dans le tableau 2, ainsi

qu'aux paragraphes 27 et 28 du rapport du Secrétaire général. Les ressources demandées pour 2025 sont principalement les suivantes :

a) autres dépenses de personnel :

i) un montant de 275 700 dollars est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales pour financer des dépenses non renouvelables afférentes au personnel temporaire (autre que pour les réunions), en particulier pour engager deux spécialistes du développement durable (P-3) pour neuf mois chacun(e) en 2025 qui seraient chargé(e)s de mener des recherches et de soutenir l'élaboration de propositions, ainsi que de convoquer le groupe de réflexion interinstitutions et d'en faciliter les travaux. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé que le (la) titulaire de l'un des emplois appuierait les travaux du groupe de réflexion interinstitutions, étant donné que le cadre de suivi et d'évaluation devait être prêt avant la fin du deuxième trimestre de 2025 ; il (elle) recueillerait des informations non statistiques provenant des trois régions qui regroupent les petits États insulaires en développement et faciliterait les consultations régulières organisées de manière formelle et informelle avec les États Membres sur l'élaboration du cadre. Le (la) titulaire du deuxième emploi appuierait la mise en œuvre à long terme du paragraphe 40 du Programme, au côté des consultants qui sont demandés au titre du sous-programme 4 (Statistiques) [voir par. 22 b)]. **Compte tenu des effectifs dont le Département des affaires économiques et sociales est déjà doté aux fins de l'appui au Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement (voir par. 20 et 21), des fonctions devant être assurées par les deux spécialistes du développement durable, ainsi que des experts auxquels il serait fait appel pour élaborer le cadre d'indicateurs et des consultants qui appuieraient les travaux relatifs au Programme, le Comité consultatif recommande que l'emploi de temporaire réservé à un(e) spécialiste du développement durable (P-3) qui est demandé pour une durée de neuf mois ne soit pas créé. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devront être ajustés en conséquence ;**

ii) en ce qui concerne le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, un montant de 225 800 dollars est demandé au titre des autres dépenses de personnel pour financer des dépenses non renouvelables afférentes au personnel temporaire (autre que pour les réunions) en 2025, dont 126 800 dollars qui serviraient à financer un emploi de spécialiste du développement durable (P-3) pendant neuf mois et 99 000 dollars qui seraient utilisés pour financer un emploi de spécialiste de la gestion de programme (P-4) pendant de six mois. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le titulaire de l'emploi de classe P-3 faciliterait l'établissement d'un rapport assorti de recommandations visant à renforcer le Cadre de partenariats pour les petits États insulaires en développement et le Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement et son forum, rapport qui serait présenté à l'Assemblée générale pendant la partie principale de la quatre-vingtième session, mènerait des travaux complémentaires touchant l'établissement du rapport, y compris des travaux d'analyse et de recherche, et participerait à l'élaboration de documents d'orientation et à l'organisation d'ateliers sur les partenariats pour les petits États insulaires en développement qui enrichiraient le rapport et ses recommandations. Par ailleurs, le Comité a été informé qu'un(e) spécialiste de la gestion de programme (P-3) en poste au Groupe des petits États insulaires en développement prenait également en charge une partie des activités et avait été secondé(e) par un(e) administrateur(trice) auxiliaire jusqu'en novembre 2024. S'agissant de l'emploi de classe P-4, le Comité a été informé

que son (sa) titulaire aiderait le groupe de réflexion à élaborer le cadre de suivi et d'évaluation, fournirait des analyses et des conseils sur les cibles et les indicateurs aux niveaux national, régional et mondial et compléterait les travaux du Département des affaires économiques et sociales. **Compte tenu des effectifs dont le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement est déjà doté à l'appui du Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement, de la nature des fonctions à assumer et de l'appui pouvant être apporté par le Département des affaires économiques et sociales et le système pour le développement au sens large (voir par. 20 et 21), le Comité consultatif recommande que l'emploi de temporaire réservé à un(e) spécialiste du développement durable (P-3) soit créé pour une durée de six mois. Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devront être ajustés en conséquence ;**

iii) un montant de 24 500 dollars est demandé pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour 2025 et les années ultérieures jusqu'en 2034 au titre des autres dépenses de personnel afin de financer des dépenses renouvelables afférentes à la documentation ;

b) consultants : en ce qui concerne le Département des affaires économiques et sociales, un montant de 228 000 dollars est demandé en 2025 pour financer des dépenses non renouvelables afférentes à un(e) consultant(e) senior qui dirigerait les travaux du groupe d'experts et à un(e) consultant(e) qui mènerait des recherches de fond et recueillerait des données. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé qu'il était proposé de recourir à des consultants au titre du sous-programme 4 (Statistiques), qui auraient pour mission de soutenir la mise en œuvre du paragraphe 40 du Programme, aux côtés du deuxième spécialiste du développement durable (P-3) [voir par. 22 a) i)]. Le savoir-faire disponible en interne ne permettait pas de mener des recherches et de soutenir l'élaboration de propositions relatives à la résolution et il convenait de mobiliser des connaissances, une expérience et un savoir-faire hautement spécialisés aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un cadre d'indicateurs relatifs aux petits États insulaires en développement. **Néanmoins, le Comité consultatif note que des membres du personnel travaillent déjà sur le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement (voir par. 20 et 21) à la fois au Département des affaires économiques et sociales et dans le système pour le développement au sens large et que des experts sont demandés aux fins de l'établissement du cadre d'indicateurs relatif au Programme. Le Comité recommande que les ressources demandées au titre des consultants soient réduites de 20 % (45 600 dollars) ;**

c) experts : en ce qui concerne le Département des affaires économiques et sociales, un montant de 58 000 dollars est demandé pour 2025 afin de financer des dépenses non renouvelables afférentes à l'établissement du cadre d'indicateurs relatif au Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement ;

d) voyages du personnel : un montant de 10 000 dollars est demandé pour financer des dépenses non renouvelables en 2025 au titre des voyages du personnel de deux commissions économiques régionales.

Résolution 78/318 de l'Assemblée générale : Modalités du « Sommet social mondial » intitulé « Deuxième Sommet mondial pour le développement social »

23. Dans sa résolution 78/318, l'Assemblée générale a décidé, entre autres, que le Sommet social mondial, intitulé « Deuxième Sommet mondial pour le développement

social », se tiendrait au niveau des chefs d'État ou de gouvernement au Qatar du 4 au 6 novembre 2025, s'est félicitée de l'offre du Gouvernement du Qatar d'accueillir le Sommet en 2025, et a décidé également que le Sommet adopterait une déclaration politique concise et orientée vers l'action qui suivrait une approche fondée sur le développement social et créerait une dynamique propice à l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, elle a décidé que le Sommet comprendrait des séances plénières, une séance d'ouverture le premier jour et une séance de clôture le troisième jour, et qu'il y aurait deux tables rondes de haut niveau, chacune étant coprésidée par deux chefs d'État ou de gouvernement, l'un d'un pays développé et l'autre d'un pays en développement. L'Assemblée a prié le Secrétaire général de fournir l'assistance et le soutien nécessaires à l'organisation du Sommet et à ses préparatifs [A/79/554, par. 2 c)].

24. Les ressources nécessaires à l'exécution, en 2025, des activités prévues dans la résolution n'ayant pas été demandées dans le projet de budget-programme pour 2025, il faudra prévoir dans le budget-programme de 2025 des ressources supplémentaires estimées à 884 000 dollars, dont 248 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 576 400 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) et 58 800 dollars au chapitre 28 (Communication globale). Un montant de 60 200 dollars est également à prévoir pour 2025 au chapitre 36 (Contributions du personnel) (ibid., par. 44 et 45).

25. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les activités nouvelles ou élargies qui doivent être menées par le Département des affaires économiques et sociales pour donner suite aux demandes de l'Assemblée générale concernent les activités de fond visant à appuyer le Sommet qui se tiendra au Qatar du 4 au 6 novembre 2025, ainsi que les préparatifs y relatifs ; le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences assurerait des services d'interprétation dans les six langues officielles du 4 au 6 novembre 2025 et la traduction dans les six langues officielles des documents d'avant-session, de session et d'après-session ainsi que de la déclaration politique, ce qui viendrait s'ajouter à sa charge de travail ; le Département de la communication globale assurerait des services de diffusion sur le Web et d'autres services et mènerait des activités de promotion aux niveaux régional et national par l'intermédiaire du réseau des centres d'information des Nations Unies (ibid., par. 37 à 39).

Autres objets de dépense

26. Il est rendu compte des ressources nécessaires au titre des autres objets de dépense dans le tableau 3 et aux paragraphes 38 à 43 du rapport du Secrétaire général. Les ressources demandées pour 2025 sont principalement les suivantes :

a) autres dépenses de personnel : i) en ce qui concerne le Département des affaires économiques et sociales, un montant de 306 400 dollars est demandé pour financer des dépenses non renouvelables afférentes à deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (P-3) en 2025 pour une durée de 10 mois chacun. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le Département était le principal prestataire s'agissant des préparatifs et de l'organisation du Sommet ; ii) un montant de 248 800 dollars est demandé pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences en 2025, dont 58 900 dollars visant à financer des dépenses non renouvelables afférentes aux services d'interprétation pour le Sommet et 189 900 dollars pour la traduction de trois documents d'avant-session, de cinq documents de session, d'un document d'après-session et de la déclaration politique ;

b) experts : un montant de 70 000 dollars est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales pour financer des réunions de groupes d'experts

sur des questions thématiques, des manifestations visant à renforcer les échanges avec les parties prenantes pendant la période précédant le Sommet et des manifestations spéciales qui se tiendront en marge des réunions ;

c) consultants : un montant de 20 000 dollars est demandé pour que le Département des affaires économiques et sociales puisse financer des dépenses non renouvelables afférentes aux services d'un(e) consultant senior, le savoir-faire correspondant n'étant pas disponible en interne. **Le Comité consultatif sait bien qu'il peut être indispensable de recourir à un savoir-faire spécialisé dans certaines situations, mais compte que le recours à des consultants sera réduit au minimum et que le savoir-faire existant en interne sera renforcé et utilisé. Le Comité recommande donc que les ressources demandées au titre des consultants soient réduites de 20 % (4 000 dollars) ;**

d) services contractuels : i) un montant de 90 000 dollars est demandé pour que le Département des affaires économiques et sociales puisse financer des dépenses non renouvelables afférentes à des activités de sensibilisation et de mise en commun des connaissances et une campagne d'information. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que 60 000 dollars serviraient à financer la conception de ressources numériques et visuelles et que 30 000 dollars seraient utilisés aux fins de la production de supports multimédia et de contenu et d'interventions sur les médias sociaux ; ii) un montant de 3 800 dollars est demandé pour que le Département de la communication globale puisse financer des dépenses non renouvelables afférentes aux services de diffusion sur le Web et un montant de 35 000 dollars lui servirait à concevoir et diffuser des supports promotionnels. Ayant posé la question, le Comité a été informé que ce dernier montant servirait à créer les ressources numériques qui sous-tendraient les campagnes de promotion, à créer du contenu et à produire de courtes vidéos à utiliser sur le site Web et sur les médias sociaux, à concevoir des supports promotionnels et des messages clés, et à traduire des ressources clés, le site Web et des dossiers de presse. **Le Comité consultatif est d'avis qu'il faut s'attacher à éviter le chevauchement des fonctions et, à ce titre, il prend note du fait que le Département des affaires économiques et sociales et le Département de la communication globale seraient tous les deux appelés à créer des ressources numériques et à mener des campagnes sur les médias sociaux. En outre, compte tenu des capacités et du savoir-faire existant au Secrétariat en matière de plateformes informatiques, le Comité recommande que l'ensemble des ressources demandées au titre des services contractuels soit réduit de 20 % (25 800 dollars) et que le Département de la communication globale finance le montant de 3 800 dollars dont il a besoin pour les services de diffusion sur le Web au moyen des crédits déjà demandés ;**

e) voyages du personnel : un montant de 50 000 dollars est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales aux fins de dépenses non renouvelables qui serviraient à faciliter les échanges à mener aux niveaux régional et national à des fins de sensibilisation, de mise en commun des connaissances et de communication. **Le Comité consultatif est conscient que la nature du travail exige qu'il y ait des déplacements, mais est d'avis que le Département des affaires économiques et sociales devrait tirer le meilleur parti des réunions virtuelles, des plateformes en ligne et des outils permettant de travailler à distance, ainsi que recourir aux centres d'information des Nations Unies et aux bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour les activités menées aux niveaux régional et national. Le Comité recommande donc que les ressources demandées au titre des voyages du personnel soient réduites de 20 % (10 000 dollars) ;**

f) fournitures et accessoires : i) un montant de 10 000 dollars est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales pour financer des dépenses

non renouvelables relatives à l'élaboration de supports de communication, y compris des produits portant la marque du Sommet et des dossiers d'information, entre autres ;
 ii) un montant de 20 000 dollars est demandé pour le Département de la communication globale pour financer des dépenses non renouvelables afférentes aux activités promotionnelles qui seraient menées par les centres d'information des Nations Unies aux niveaux régional et national ;

g) frais généraux de fonctionnement : un montant de 30 000 dollars est demandé pour financer des dépenses non renouvelables à l'appui des manifestations et de l'accessibilité.

Résolution 78/322 de l'Assemblée générale : Indice de vulnérabilité multidimensionnelle

27. Dans sa résolution 78/322, l'Assemblée générale a décidé que l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle serait tenu à jour par une entité des Nations Unies existante compétente, qui ferait office de secrétariat de l'indice, par un groupe consultatif d'experts indépendants, qui formulerait des recommandations sur les mises à jour techniques à apporter à l'indice et par la Commission de statistique, qui fournirait des examens techniques des améliorations techniques à apporter à l'indice ; a décidé également que le secrétariat de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle lui présenterait, à partir de sa quatre-vingtième session, un rapport triennal sur les améliorations futures de l'indice ; a décidé en outre que le Groupe consultatif d'experts indépendants serait composé de 15 experts indépendants et que le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement du Secrétariat devraient continuer d'assurer le secrétariat provisoire de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, jusqu'à ce que l'entité des Nations Unies existante compétente soit désignée par le Secrétaire général pour exercer ces fonctions. Elle a prié le Secrétaire général de veiller notamment à ce que des ressources suffisantes soient disponibles pour soutenir les travaux sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle [ibid., par. 2 d)].

28. Les ressources nécessaires à l'exécution des activités prévues dans la résolution en 2025 et au cours des années suivantes n'ayant pas été demandées dans le projet de budget-programme pour 2025, il faudra prévoir dans le budget-programme de 2025 des ressources supplémentaires estimées à 209 400 dollars, dont 150 700 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) et 58 700 dollars au chapitre 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement). Les ressources nécessaires à partir de 2026 seront présentées dans le projet de budget-programme pertinent, au titre des chapitres 2, 9, 10, 28 et 29C (ibid., par. 59 et 60).

29. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les activités nouvelles ou élargies qui doivent être menées pour donner suite aux demandes de l'Assemblée générale sont les suivantes :

a) le Département des affaires économiques et sociales fournira un appui en ce qui concerne l'établissement d'un nouveau secrétariat de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, dont les travaux seront guidés par un Groupe consultatif d'experts indépendants, qui se réunira et établira un nouveau rapport tous les trois ans, et dont le rapport sera examiné par la Commission de statistique avant d'être présenté à l'Assemblée générale. Par ailleurs, le cadre de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle comprend des profils nationaux en matière de vulnérabilité et de résilience, qui doivent également être affinés et mis à l'essai dans des États Membres présentant des contextes de développement différents. Les réunions du Groupe

consultatif, la production du rapport, le soutien à la Commission de statistique et l'appui technique à mobiliser pour affiner et mettre à l'essai les profils nationaux viendraient s'ajouter à la charge de travail du Département ;

b) le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui font office de secrétariat intérimaire de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, évalueront ensemble les entités compétentes du système des Nations Unies pour le développement pouvant accueillir le secrétariat de l'indice, recommanderont l'entité la mieux indiquée et veilleront à ce qu'il soit donné suite aux demandes d'appui technique des gouvernements et des partenaires régionaux concernant l'intégration de l'indice dans les stratégies nationales et institutionnelles ;

c) le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences apportera un appui sous forme de services d'interprétation et de documentation ; le Département de la communication globale sera amené à fournir des services de diffusion sur le Web pour les réunions du Groupe consultatif d'experts indépendants ; le Bureau de l'informatique et des communications apportera un soutien informatique aux réunions du Groupe consultatif (ibid., par. 48 à 52).

Autres objets de dépense

30. Il est rendu compte des ressources nécessaires au titre des autres objets de dépense pour 2025 et pour les années suivantes dans le tableau 4, ainsi qu'aux paragraphes 54 à 58 du rapport du Secrétaire général. Les ressources demandées sont les suivantes :

a) autres dépenses de personnel : un montant de 79 500 dollars est demandé pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour financer les services d'interprétation pour les réunions du Groupe consultatif d'experts indépendants qui se tiendraient en 2028 et tous les trois ans par la suite ; un montant de 30 800 dollars servirait à financer les services de documentation nécessaires à la publication du rapport triennal en 2026 et tous les trois ans par la suite ; un montant de 24 500 dollars servirait à couvrir des dépenses non renouvelables afférentes aux services de documentation relatifs au manuel électronique contenant des conseils pour l'élaboration de profils de pays en matière de vulnérabilité et de résilience en 2029 ;

b) consultants : i) un montant de 44 000 dollars (dépenses non renouvelables) est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement pour 2025 (22 000 dollars pour chaque entité) et servirait à engager un(e) consultant(e) indépendant(e) senior spécialisé(e) dans les évaluations institutionnelles, qui mènerait une évaluation et un examen des entités du système des Nations Unies pour le développement ; ii) un montant de 73 400 dollars (dépenses non renouvelables) est demandé pour le Département et le Bureau pour 2025 (36 700 dollars pour chaque entité) et servirait à engager un(e) consultant(e) dont les fonctions consisteraient à répondre aux demandes d'appui technique émanant des gouvernements et des partenaires régionaux concernant l'intégration de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle dans les stratégies nationales et institutionnelles ; iii) un montant de 56 400 dollars (dépenses non renouvelables) est demandé pour le Département en 2026 et servirait à engager un(e) consultant(e) qui soutiendrait l'élaboration et le perfectionnement du manuel relatif aux profils nationaux en matière de vulnérabilité et de résilience ; iv) un montant de 314 600 dollars (dépenses non renouvelables) est demandé pour le Département pour 2027 afin de financer des services de consultants,

dont : 93 000 dollars qui serviraient à engager un(e) consultant(e) senior spécialisé(e) dans le domaine des indicateurs de développement et de l'élaboration d'indices composites ; 37 600 dollars qui serviraient à engager un(e) consultant(e) chargé(e) d'aider le Groupe consultatif d'experts indépendants ; 120 000 dollars qui serviraient à engager un(e) consultant(e) international(e) chargé(e) de diriger la mise à l'essai des profils nationaux en matière de vulnérabilité et de résilience dans quatre pays en développement ; 64 000 dollars qui serviraient à engager quatre consultants nationaux chargés de diriger la mise à l'essai des profils nationaux dans quatre pays en développement. Ayant posé la question, le Comité consultatif a été informé qu'il était proposé de répartir les ressources à parts égales entre le Département et le Bureau, étant donné qu'aucune décision n'avait encore été prise quant au futur secrétariat de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle ; les consultants seront engagés et supervisés conjointement par le Département et le Bureau selon une démarche coordonnée, et leurs travaux seront examinés conjointement par les deux entités ;

c) experts : un montant de 92 000 dollars est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales afin de financer les voyages des membres du groupe consultatif d'experts indépendants qui se rendraient aux réunions triennales en 2025 et tous les trois ans par la suite ;

d) voyages du personnel : un montant de 42 800 dollars (dépenses non renouvelables) est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales afin de couvrir les frais de voyage du personnel chargé de mettre à l'essai les profils nationaux en matière de vulnérabilité et de résilience dans quatre pays en développement en 2027 ;

e) services contractuels : i) un montant de 6 000 dollars est demandé pour le Département des affaires économiques et sociales aux fins de la conception et de la mise en page du manuel électronique contenant des conseils pour l'établissement des profils nationaux en matière de vulnérabilité et de résilience en 2027 et 2028 ; ii) un montant de 3 000 dollars est demandé pour le Département de la communication globale pour financer les services de diffusion sur le Web des réunions du Groupe consultatif d'experts indépendants qui se tiendraient en 2028 et tous les trois ans par la suite ; iii) un montant de 14 500 dollars est demandé pour le Bureau de l'informatique et des communications afin de financer les services d'appui informatique pour les réunions du Groupe consultatif qui se tiendraient en 2028 et tous les trois ans par la suite.

31. S'étant renseigné, le Comité consultatif a reçu des informations concernant l'établissement et les fonctions du secrétariat provisoire de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle, le rôle que joueront le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement pour faire connaître l'indice aux entités des Nations Unies et aux parties concernées, y compris son utilisation et sa mise en œuvre, et le rôle que jouera le Département pour guider le secrétariat de l'indice et faciliter la mise en œuvre de l'indice.

Résolution 78/330 de l'Assemblée générale : Multilinguisme

32. Dans sa résolution 78/330, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire en sorte que les modifications apportées au Manuel des achats le soient dans les six langues officielles, dans un délai raisonnable ; a dit savoir qu'il convenait de doter le Bureau du Coordonnateur pour le multilinguisme de moyens humains devant lui permettre de faciliter l'application, dans les meilleurs délais, du Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme dans l'ensemble du Secrétariat et prié le Secrétaire général de présenter une proposition en ce sens [ibid., par. 2 e)].

33. Les ressources nécessaires à l'exécution des activités prévues dans la résolution en 2025 n'ont pas été demandées dans le projet de budget-programme pour 2025 ; elles sont estimées à 60 000 dollars et serviront à financer des dépenses non renouvelables au titre des objets de dépense autres que les postes, à savoir des services contractuels au titre du chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel), aux fins de la mise à jour du Manuel des achats dans les six langues officielles en 2025 (ibid., par. 63 à 65 et tableau 5). Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que le Manuel des achats existait dans les six langues officielles ; la version anglaise de plusieurs sections a été mise à jour plus tôt en 2024, mais n'a pas encore été traduite dans les autres langues ; à l'issue de la révision complète dont le Manuel fait l'objet et qui devrait s'achever en 2025, il faudra traduire les parties du Manuel qui sont nouvelles ou qui auront été modifiées ; à partir de 2026, les ressources nécessaires à la mise à jour du Manuel seront présentées au chapitre 29B du projet de budget-programme.

Décision 78/558 de l'Assemblée générale : Intensifier l'action face à l'élévation du niveau de la mer

34. Dans sa décision 78/558, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir un rapport, auquel les États Membres seraient invités à contribuer, qui lui serait soumis vers la fin de sa soixante-dix-neuvième session ou au début de sa quatre-vingtième session et qui comporterait des informations sur les défis liés à l'élévation du niveau de la mer et sur les moyens et stratégies permettant d'y faire face ; décidé de prier sa présidence d'organiser une réunion plénière de haut niveau d'une journée, au plus tard le dernier jour du débat général de sa quatre-vingt-unième session, en vue de poursuivre l'examen de la question de l'élévation du niveau de la mer, lequel aboutirait, sans que cela constitue un précédent pour d'autres réunions de même nature, à l'adoption par consensus d'une déclaration concise, orientée vers l'action et négociée au niveau intergouvernemental [ibid., par. 2 f)].

35. Les ressources nécessaires à l'exécution, en 2025, des activités visées dans la décision 78/558 de l'Assemblée générale n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2025 et sont estimées à 43 200 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences). Un montant de 5 200 dollars est également à prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) pour 2025. Les ressources nécessaires à partir de 2026 seront présentées dans le projet de budget-programme pertinent, au titre des chapitres 2 et 29C (Bureau de l'informatique et des communications) (ibid., par. 75 et 77).

36. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les activités nouvelles ou élargies qui doivent être menées pour donner suite aux demandes de l'Assemblée générale concernent le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Bureau de l'informatique et des communications (ibid., par. 69 à 71).

Autres objets de dépense

37. Il est rendu compte comme suit des ressources nécessaires au titre des autres objets de dépense pour 2025 et 2026 dans le tableau 6, ainsi qu'aux paragraphes 73 et 74 du rapport du Secrétaire général :

a) autres dépenses de personnel : le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a besoin d'un montant destiné à couvrir des dépenses non renouvelables chiffrées à : i) 43 200 dollars au titre des services de documentation relatifs à un document d'après-session en 2025 ; ii) 11 200 dollars au titre des services d'interprétation à fournir pour la réunion plénière de haut niveau d'une journée que l'Assemblée générale organisera en 2026 ; iii) 24 500 dollars au titre des services de

documentation afférents à la déclaration concise, orientée vers l'action qui sera négociée au niveau intergouvernemental en 2026 ;

b) services contractuels : un montant de 3 200 dollars est demandé en 2026 pour le Bureau de l'informatique et des communications pour financer des dépenses non renouvelables afférentes aux services d'appui informatique nécessaires à l'organisation de la réunion de haut niveau.

38. Compte tenu de la nature circonscrite de la réunion et de la documentation, des outils permettant d'automatiser le traitement et la traduction de la documentation et des capacités et du savoir-faire existant au Secrétariat en ce qui concerne les plateformes informatiques, le Comité consultatif recommande que les besoins supplémentaires relatifs aux chapitres 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 29C (Bureau de l'informatique et des communications) soient financés au moyen des ressources existantes.

Décision 78/560 : Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale

39. Dans sa décision 78/560, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de convoquer les première et deuxième sessions de la Commission préparatoire pour l'entrée en vigueur de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et la tenue de la première réunion de la Conférence des Parties à l'Accord du 14 au 25 avril et du 18 au 29 août 2025, respectivement, et de convoquer au moins une session de 10 jours ouvrables en 2026 à des dates à déterminer en consultation avec la coprésidence, en fournissant tous les services de conférence nécessaires pendant toute la durée des sessions de fond ; l'a prié également de faire des propositions dans le projet de budget-programme pour 2025 afin de renforcer la capacité de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de continuer à offrir à la Commission préparatoire, y compris pour les travaux intersessions qui pourraient être convoqués par la coprésidence, toute l'assistance dont elle aurait besoin pour mener à bien sa tâche, notamment des services de réunion et de secrétariat, ainsi que les informations de base indispensables et les documents utiles [ibid., para. 2 g)].

40. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les ressources nécessaires pour 2025 ont été partiellement prises en compte dans le projet de budget-programme pour 2025. Il faut donc prévoir dans le budget-programme de 2025 des ressources supplémentaires d'un montant de 1 934 600 dollars, dont 1 375 900 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 170 600 dollars au chapitre 8 (Affaires juridiques), 108 800 dollars au chapitre 28 (Communication globale), 21 400 dollars au chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel), 196 300 dollars au chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications) et 61 600 dollars au chapitre 34 (Sûreté et sécurité). Un montant de 175 600 dollars est également à prévoir pour 2025 au chapitre 36 (Contributions du personnel) (ibid., par. 96 et 97).

41. Les activités nouvelles ou élargies qu'il serait nécessaire de mener pour donner suite aux demandes de l'Assemblée générale sont indiquées aux paragraphes 80 à 87 du rapport du Secrétaire général et récapitulées ci-après :

a) le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences devrait assurer des services d'interprétation dans les six langues officielles pour les

première et deuxième sessions de la Commission préparatoire en 2025, pendant 9 jours (36 séances) pour la première session et 10 jours (40 séances) pour la deuxième. Il est également prévu que la Commission préparatoire tiende en 2026 une session d'une durée de 10 jours (40 séances). La fourniture de ces services viendrait s'ajouter à la charge de travail du Département en 2025 et 2026. En ce qui concerne les services de documentation, il serait nécessaire de produire dans les six langues officielles 23 documents d'avant-session, 4 documents de session et 2 documents d'après-session en 2025 et 14 documents d'avant-session, 2 documents de session et 1 document d'après-session en 2026. La fourniture de ces services viendrait s'ajouter à la charge de travail du Département en 2025 et 2026 ;

b) le Bureau des affaires juridiques devrait s'acquitter des fonctions supplémentaires, à savoir la fourniture de services administratifs pour la convocation de la Commission préparatoire, la fourniture de services fonctionnels pour les réunions de la Commission préparatoire et des comités, la fourniture d'un appui administratif et technique pour toute activité intersessions qui pourrait être organisée, l'élaboration de documents, le recrutement de consultants, l'appui à la coprésidence et au bureau de la Commission préparatoire, l'assistance aux délégations, la mise à jour, dans toutes les langues officielles, de la page du site Web de la Commission préparatoire consacrée à l'Accord et l'administration du fonds d'affectation spéciale créé par la résolution 69/292 et élargi par la résolution 78/272. Le Bureau serait également amené à mener de nouvelles activités ou à élargir la portée d'activités en cours dans le cadre de son programme de travail global afin de faire mieux comprendre l'Accord et de préparer son entrée en vigueur ;

c) le Département de la communication globale aura besoin de ressources pour financer les dépenses supplémentaires qu'entraîneraient les services de diffusion sur le Web, la couverture des réunions et les heures supplémentaires nécessaires pour les deux sessions de la Commission préparatoire en 2025 et une session en 2026 ; le Département de l'appui opérationnel aura besoin de ressources pour l'entretien des locaux et les heures supplémentaires que son personnel sera appelé à faire lors des réunions programmées en dehors des heures normales de travail pour les deux sessions de la Commission en 2025 et une session en 2026 ; le Bureau de l'informatique et des communications fournira les services décrits au paragraphe 86 du rapport du Secrétaire général pour les deux sessions de la Commission en 2025 et une session en 2026, ainsi que pour les travaux intersessions au cours de ces deux années ; le Département de la sûreté et de la sécurité aura besoin de ressources pour financer les heures supplémentaires qui seront effectuées par le personnel de sécurité pendant les deux sessions de la Commission préparatoire en 2025 et une session en 2026.

Postes

42. Il est proposé de créer un poste de juriste (P-3) à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, dont les fonctions sont décrites au paragraphe 89 du rapport du Secrétaire général. Il est indiqué dans le rapport que les ressources demandées pour ce poste et les autres objets de dépense au titre du chapitre 8 (Affaires juridiques) seraient nécessaires jusqu'à l'entrée en fonctions du secrétariat devant être établi en application de l'article 50 de l'Accord et seraient inscrites au chapitre correspondant du projet de budget-programme (*ibid.*, par. 98).

43. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le poste serait nécessaire jusqu'à l'entrée en fonctions du secrétariat devant être établi en application de l'article 50. Il a également été informé que cela dépendrait des décisions que prendrait la Conférence des Parties à sa première réunion, qui se tiendrait dans l'année suivant l'entrée en vigueur de l'Accord, et que l'entrée en vigueur de l'Accord n'était pas imminente. Le Comité a été informé que des membres du personnel de la Division

des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques [1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 1 agent(e) des services généraux (1^{re} classe) et 1 agent(e) des services généraux (Autres classes)] fournissaient des services de secrétariat à la conférence intergouvernementale chargée d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, depuis son établissement en 2017, services qui s'ajouteraient à leurs autres responsabilités.

44. Le Comité consultatif a été informé qu'une partie du personnel déjà affecté à la fourniture de services à la conférence intergouvernementale pourrait s'acquitter d'un petit nombre d'activités prévues par l'Assemblée dans la décision 78/560, ce qui avait été pris en compte dans le projet de budget-programme pour 2025, mais que la charge de travail tenant au service d'une conférence intergouvernementale aux fins de l'élaboration d'un traité et celle découlant de la décision 78/560 n'étaient pas identiques. Néanmoins, le Comité note que, outre les 10 postes de la Division indiqués ci-dessus, les 5 postes suivants ont été approuvés en relation avec l'Accord, avec effet au 1^{er} janvier 2024 : 1 poste de juriste (P-4), 1 poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4), 1 poste de spécialiste de la gestion de programme (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) et 2 postes d'agent(e) des services généraux [1 poste d'agent(e) des services généraux (1^{re} classe) et 1 d'agent(e) des services généraux (Autres classes)]. Il a été informé que les titulaires des cinq postes ne pouvaient pas tous fournir un appui technique et juridique à la Commission préparatoire, celle-ci ayant besoin d'une expertise juridique. **Compte tenu du fait que l'entrée en vigueur de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale n'est pas imminente, des fonctions devant être assumées par le (la) juriste de classe P-3 et du personnel de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer pouvant être affecté à des activités relatives à l'Accord, le Comité consultatif recommande que le poste de juriste (P-3) soit créé sous forme de poste temporaire à ce stade.**

Autres objets de dépense

45. Il est rendu compte des ressources nécessaires au titre des autres objets de dépense pour 2025 et 2026 et pour les années suivantes dans le tableau 7, ainsi qu'aux paragraphes 90 à 95 du rapport du Secrétaire général. Les ressources nécessaires se répartiraient comme suit :

a) autres dépenses de personnel : i) Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences : 1 375 900 dollars en 2025, aux fins du financement des services d'interprétation (604 200 dollars) et de documentation (645 500 dollars), y compris les heures supplémentaires (126 200 dollars) ; ii) Département de la communication globale : 89 300 dollars en 2025 pour la couverture des réunions, y compris les heures supplémentaires ; iii) Département de l'appui opérationnel : 15 000 dollars en 2025 aux fins du financement des heures supplémentaires qu'effectuerait son personnel ; iv) Département de la sûreté et de la sécurité : 61 600 dollars aux fins du financement des heures supplémentaires qu'effectuerait le personnel de sécurité. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé soit pleinement justifié et recommande que les ressources demandées pour le Département de la communication globale aux fins de la couverture des réunions soient réduites de 20 % (17 900 dollars) ;**

b) consultants : le montant de 60 000 dollars qui est demandé en 2025 pour le Bureau des affaires juridiques servirait à fournir une expertise technique aux fins de l'élaboration des documents d'information destinés à la Commission préparatoire. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé qu'un montant de

346 600 dollars avait été approuvé pour 2024 au titre des consultants chargés de l'appui à l'Accord et qu'au 31 octobre 2024 les engagements de dépenses correspondants s'étaient élevés à 125 400 dollars. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé soit pleinement justifié et compte qu'il sera tiré parti du savoir-faire disponible en interne. Le Comité recommande que les ressources demandées au titre des consultants soient réduites de 30 % (18 000 dollars) ;**

c) services contractuels : i) Département de la communication globale : 42 200 dollars en 2025 aux fins de la fourniture de services de diffusion sur le Web, 22 700 dollars étant déjà prévus dans le projet de budget-programme pour 2025 ; ii) Bureau de l'informatique et des communications : 241 300 dollars en 2025 aux fins du financement des dépenses non renouvelables liées à la fourniture de services techniques et de services de conférence, 45 000 dollars étant déjà prévus dans le projet de budget-programme pour 2025. **Le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé soit pleinement justifié et recommande que le montant supplémentaire qui est demandé pour le Département de la communication globale, soit 19 500 dollars, pour couvrir les services de diffusion sur le Web, soit financé au moyen des ressources existantes ;**

d) frais généraux de fonctionnement : un montant de 6 400 dollars est demandé pour le Département de l'appui opérationnel en 2025 au titre de l'entretien des locaux.

46. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les ressources à prévoir pour 2026 et les années suivantes seront déterminées sur la base des travaux initiaux que mènera la Commission préparatoire, dont la première session se tiendra en avril 2025 conformément à la décision 78/560 de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général fera part à l'Assemblée, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée, des ressources supplémentaires à mobiliser du fait des sessions de la Commission (ibid., par. 99). **Le Comité consultatif compte que le Secrétariat intensifiera l'action qu'il mène pour mobiliser des ressources extrabudgétaires et élargir sa base de donateurs afin d'obtenir des fonds non préaffectés qui soient suffisants, prévisibles et soutenus, à l'appui de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Le Comité compte que le prochain projet de budget-programme comprendra des informations actualisées sur l'action menée à cette fin.**

IV. Conclusion

47. Les mesures que l'Assemblée générale est invitée à prendre sont énoncées à la section IV du rapport du Secrétaire général. **Sous réserve des observations et recommandations formulées aux paragraphes 13, 14, 16, 22 a) i) et ii), 22 b), 26 c) à e), 38, 44 et 45 a) à c), le Comité consultatif recommande ce qui suit :**

a) approbation de la proposition du Secrétaire général relative à l'ouverture de crédits supplémentaires d'un montant de 3 832 900 dollars, qui pourrait être imputé sur le fonds de réserve pour 2025, à savoir :

i) 1 649 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) ;

ii) 131 800 dollars au chapitre 3 [Affaires politiques (Missions politiques spéciales, groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général)] ;

- iii) 152 600 dollars au chapitre 8 (Affaires juridiques) ;
- iv) 1 082 700 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) ;
- v) 242 200 dollars au chapitre 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement) ;
- vi) 235 100 dollars au chapitre 28 (Communication globale) ;
- vii) 81 400 dollars au chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel) ;
- viii) 196 300 dollars au chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications) ;
- ix) 61 600 dollars au chapitre 34 (Sûreté et sécurité) ;

b) approbation de la création, à compter du 1^{er} janvier 2025 d'un poste temporaire de classe P-3 au titre du chapitre 3 [Affaires politiques (Missions politiques spéciales, groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général)], à l'appui des activités énoncées dans la résolution [78/282](#) de l'Assemblée générale, et d'un poste de temporaire de classe P-3 au titre du chapitre 8 (Affaires juridiques), à l'appui des activités que l'Assemblée générale a prescrites dans sa décision 78/560.